

Luxembourg, le
Réf. N° QP-85/19

Monsieur le Ministre
aux Relations avec le Parlement
p.a. Service Central de Législation
L-2450 Luxembourg

Objet : Question parlementaire n° 1065 des honorables députés Laurent Mosar et Gilles Roth

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire tenir en annexe ma réponse à la question parlementaire sous rubrique.

Je vous prie, Monsieur le Ministre, de croire en l'expression de mes sentiments très distingués.

La Ministre de la Justice,

Sam TANSON

-mte-LR/sara



**Réponse de Madame Sam Tanson, Ministre de la Justice,
à la question parlementaire n° 1065 des honorables députés
Laurent Mosar et Gilles Roth**

Les honorables députés s'appuient dans leur question parlementaire sur « les affirmations d'un ancien greffier rapportées par un citoyen ».

Or, suivant les informations reçues de Madame le Procureur général d'Etat, elles ont en l'occurrence été faites par un ancien greffier, reprises sur un blog internet par un avocat du barreau de Luxembourg qui n'hésite d'ailleurs pas à en publier le nom. Ce greffier a exercé ses fonctions jusqu'au 1^{er} octobre 2012 et il a été affecté au service du casier judiciaire durant la période de 1972 à 1977.

Suivant les informations reçues par Madame le Procureur général d'Etat, les substituts ne signent pas les procès-verbaux dressés par la Police grand-ducale ou par l'administration des douanes, et les réquisitoires en vue de la prise des ordonnances pénales délivrées par les juges du fond sont toujours signés par un substitut et non par un greffier. Il en est de même pour les citations aux audiences publiques.

Les parquets se sont dotés de notes de service communes, régulièrement remises à jour, qui définissent la politique de poursuite à suivre par les substituts, précisément en matière de contentieux de masse, et ce afin d'assurer la cohérence des poursuites.

Pour le surplus, et suivant les informations reçues de Madame le Procureur général d'Etat, il peut encore être précisé que les avertissements taxés payés ne sont pas répertoriés dans le traitement des données des parquets. Les avertissements taxés impayés font l'objet d'un procès-verbal dressé par la Police grand-ducale, respectivement l'administration des douanes et accises, et transmis aux parquets en application des articles 4, 4bis, et 4ter du Règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés. Ce procès-verbal est inventorié dans la Notice des parquets et fera l'objet d'un traitement par un substitut.

L'avertissement taxé dont une personne s'est acquittée pour une contravention grave de dépassement de vitesse dans un délai de 3 ans précédant un nouveau fait de dépassement de vitesse doit être mentionné dans le procès-verbal du chef de délit de grande vitesse, alors qu'il s'agit d'une condition de fond de cette infraction en application de l'article 11 bis de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Justice

Si un procès-verbal renseigne sur des avertissements taxés antérieurs, ce qui n'est cependant pas la règle, ce procès-verbal fera bien entendu l'objet d'un débat contradictoire dans le cadre de la poursuite pénale, de sorte que les droits de la défense sont toujours préservés.
